

SOURCES NOUVELLES

Edition Spéciale



Bulletin d'informations du secteur eau et assainissement

quatrième trimestre 2006

Informations thématique

Page 1 : La crise mondiale de l'eau et de l'assainissement requiert un plan d'action mondial d'urgence

Page 3 : Népal : un tigre attaque une fille de cinq ans, les villageois veulent en finir avec la défécation dans les champs

Nouvelles du GWA

Page 4 : Introduction du GWA

Page 4 : Genre et gestion sociale de l'eau dans le bassin fluvial de Custepec, Chiapas, Mexique

Page 5 : L'œuvre de l'Alliance Genre et Eau

Nouvelles de l'IRC

Page 6 : Nouveau programme : Politique et Pratique de l'apprentissage inspirées par la recherche en Éthiopie et dans la région du Nil (RIPPLE)

Page 6 : L'IRC est désormais une Fondation autonome

Nouvelles du CREPA

Page 7 : -Extension du Projet d'Amélioration des Services Urbains de Base à Bobo-Dioulasso

Page 7 : Lancement du programme d'assainissement écologique des quartiers périphériques de Ouagadougou

Page 8 : Bientôt une rue du CREPA à Bobo-Dioulasso

Page 7 : Stages de formation

Page 8 : Nouvelles publication



Si vous souhaitez vous abonner à l'édition électronique de Sources Nouvelles, consultez le colophon en page 8.



Le contenu de Sources Nouvelles ne reflète pas forcément les idées de l'IRC et de GWA.

Bienvenue à bord à nos partenaires !

Ce numéro du Bulletin Source consacre le début d'une série passionnante de changements qui vont renforcer le contenu du bulletin et mettre en exergue la collaboration entre l'IRC, l'Alliance Genre et Eau (GWA – en anglais) et Cap-Net.

La couverture des questions de Genre et celles relatives à la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) sera renforcée, alors que le GWA et Cap-Net contribueront chacun à l'animation du titre en fournissant deux pages supplémentaires d'expériences de terrain et de leurs organisations.

Cap-Net est un réseau international pour le renforcement des capacités en GIRE. C'est un partenariat d'institutions et de réseaux internationaux, régionaux et nationaux autonomes, investis dans le renforcement des capacités dans le secteur de l'eau. Cap-Net utilise la puissance des réseaux pour assurer la pertinence et la durabilité et étendre les actions de renforcement des capacités. C'est un programme associé du Partenariat Mondial de l'Eau et qui est soutenu par un grand nombre d'organisations dont le PNUD, l'UNESCO-IHE, les centres de ressources de Streams of Knowledge et International Waters (Réseau d'apprentissage et d'échanges, IW-Learn).

Le GWA, lui-même, partenaire de Cap-Net, a pour mission de promouvoir l'accès équitable des femmes et des hommes à la gestion de l'eau potable pour la consommation et les besoins domestiques, l'assainissement, la sécurité alimentaire et la pérennité environnementale.

Les contributions du GWA sont publiées à partir de ce numéro, Source Bulletin 46 (voir la page 4 et 5) et celles de Cap-Net le seront en 2007 dans Source Bulletin 47. La publication se fera également en français dans Sources Nouvelles Edition Spéciale et en espagnol dans Boletín de Noticias.

Ces partenaires de réseau ont décidé d'utiliser la marque Source Bulletin et sa liste de diffusion pour partager leurs nouvelles, plutôt que de créer et de gérer leurs propres bulletins. Cet arrangement concernera au départ quatre numéros, avec une possibilité d'extension après une revue.

Les lecteurs du GWA recevront également Source bulletin électronique toutes les deux semaines. Cap-Net envisage de mettre en œuvre une démarche similaire.

Nous souhaitons la bienvenue au GWA et aux membres de Cap-Net dans la famille de Source Bulletin !

Dick de Jong, Rédacteur

La crise mondiale de l'eau et de l'assainissement requiert un plan d'action mondial d'urgence

Le Rapport mondial sur le Développement Humain (RDH) 2006 du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) intitulé « Au-delà de la pénurie : pouvoir, pauvreté et crise mondiale de l'eau » suggère que le droit à l'eau soit établi comme un droit fondamental de tout être humain. Le rapport révèle que dans le monde, chaque année, 1,8 million d'enfants meurent de

diarrhée ; de nombreux jours de scolarité sont perdus en raison de maladies véhiculées par l'eau non potable ; près de la moitié des personnes qui vivent dans les pays en développement souffrent à un moment donné d'un problème de santé dû au manque d'accès à l'eau et à l'assainissement. En plus des préjudices humains créés par la crise de l'eau, elle freine la croissance économique. L'Afrique subsaharienne perd ainsi 5% de son Produit Intérieur Brut (PIB) annuel — bien davantage que l'aide perçue par la région.

« Nous avons également besoin d'un plan d'action mondial — bénéficiant d'un soutien actif de la part des pays du G8 — afin de concentrer les efforts internationaux épars visant à mobiliser des ressources et à dynamiser l'action politique, de sorte que l'on place la question de l'eau et de l'assainissement au cœur des priorités et préoccupations du développement »

Les pays du G8 doivent agir

Concernant l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement pour l'eau et l'assainissement, Kevin Watkins, rédacteur en chef du Rapport mondial sur le développement humain 2006 dénonce la multitude de rencontres y relatives et exhorte les gouvernements nationaux à « mettre au point des plans et stratégies crédibles pour résoudre la crise de l'eau et de l'assainissement ».

« Il incombe aux gouvernements nationaux de mettre au point des plans et stratégies crédibles pour résoudre la crise de l'eau et de l'assainissement ».

Les gouvernements devraient consacrer 1 % du PIB à l'eau et à l'assainissement

Le RDH 2006 souligne le lien entre les huit OMD et la dépendance des sept autres de l'objectif pour l'eau et l'assainissement et recommande, outre la création d'un plan d'action mondial, trois actions importantes pour son succès :

1. **Faire de l'eau un droit de l'Homme — et le vouloir :** « Chacun devrait disposer d'au moins 20 litres d'eau potable par jour, les pauvres devraient l'obtenir gratuitement ». Selon les recherches menées pour le RDH, tandis qu'un citoyen britannique ou américain envoie quotidiennement 50 litres d'eau aux égouts rien qu'en tirant la chasse d'eau, de nombreuses personnes démunies survivent avec moins de 5 litres d'eau polluée par jour.
2. **Mettre au point des stratégies nationales en matière d'eau et d'assainissement :** les gouvernements devraient avoir pour objectif de consacrer au moins 1% de leur PIB à l'eau et à l'assainissement et renforcer l'équité. L'eau et l'assainissement pâtissent d'un sous-financement chronique. En général, les dépenses publiques dans ce domaine sont inférieures à 0,5 % du PIB. Les recherches menées pour le RDH 2006 montrent que ce chiffre est dérisoire au regard des dépenses militaires : en Éthiopie, par exemple, le budget militaire représente 10 fois le budget alloué à l'eau et à l'assainissement - et 47 fois au Pakistan.
3. **Augmenter l'aide internationale :** le Rapport recommande d'ajouter 3,4 milliards de dollars US (2'65 milliards d'euros) d'aide supplémentaires aux 4 milliards de dollars US (3,12 milliards d'euros) annuels.

« Les ménages des bidonvilles urbains paient généralement le litre d'eau 5 à 10 fois plus cher que les résidents de zones à revenus élevés. Et ceux qui vivent dans les quartiers les plus pauvres de villes comme Accra et Manille paient leur eau plus cher que les Londoniens, les New-Yorkais et les Parisiens »

En effet, les progrès en matière d'eau et d'assainissement requièrent des investissements initiaux importants et de longs délais de remboursement, rendant essentielle l'adoption de stratégies de financement innovantes, telles que la Facilité de financement internationale. D'après les auteurs, il s'agirait là d'argent bien dépensé puisqu'ils estiment le rendement économique représenté par le gain de temps, la hausse de la productivité et la baisse des coûts de santé à 8 USD par dollar investi afin d'atteindre l'objectif relatif à l'eau et à l'assainissement.

Les auteurs soulignent les avantages économiques de cet investissement en termes de gain de temps, de hausse de la productivité et de baisse des coûts de santé.

Le coût de la crise

1,1 milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau, et 2,6 milliards n'ont pas accès à l'assainissement.

Et le Rapport d'ajouter : « L'absence d'accès à l'eau potable » est un euphémisme pour désigner une pauvreté profonde. Elle signifie que les populations vivent à plus d'un kilomètre de la source d'eau potable la plus proche et qu'elles collectent l'eau dans des canaux de drainage, des fossés ou des ruisseaux susceptibles d'être infectés par des pathogènes et des bactéries capables d'entraîner des maladies graves ou mortelles ».

« Pas d'accès à l'assainissement » signifie que dans les bidonvilles comme Kibera, près de la capitale kényane de Nairobi, les gens font leurs besoins dans des sacs plastique, appelés « toilettes volantes », qu'ils jettent ensuite dans les égouts à ciel ouvert dans la rue, faute d'autre solution.

En effet, le RDH 2006 souligne les disparités entre les coûts de l'eau supportés par les populations.

Malgré les efforts à fournir, le rapport estime que dans l'ensemble, le monde est en passe d'atteindre l'OMD pour l'accès à l'eau — principalement grâce aux importants progrès réalisés en Chine et en Inde — mais seules deux régions, l'Asie de l'Est et l'Amérique latine, sont bien avancées en matière d'assainissement. Au rythme actuel, l'Afrique subsaharienne prévient le document, n'atteindra l'objectif pour l'eau qu'en 2040 et l'objectif pour l'assainissement qu'en 2076.

Le Rapport mondial sur le développement humain est un document indépendant commandé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Il comprend des contributions spéciales du chancelier britannique Gordon Brown, de l'ancien ministre des Finances du Nigéria Ngozi Okonjo-Iweala, du président du Brésil Lula, de l'ancien président des Etats-Unis Jimmy Carter et du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan. Il est traduit dans plus de douze langues et lancé chaque année dans plus de 100 pays.

Pour de plus amples informations et pour télécharger le rapport intégralement, consulter le site du PNUD : [<http://hdr.undp.org/hdr2006>].

Népal : un tigre attaque une fille de cinq ans, les villageois veulent en finir avec la défécation dans les champs

Parfois, il faut une tragédie pour apporter le changement. C'est ce qui s'est produit dans le village de Ghogatal, dans le district de Doti, où une petite fille a été tuée.

En octobre 2005, Kamala, âgée de cinq ans est allée faire ses besoins dans les champs comme tous les enfants du village, de la région occidentale du Népal, où personne ne disposait de latrines. Elle a été agressée et tuée par un tigre. La mort de Kamala a ouvert les yeux des populations et a poussé le Comité de Développement Villageois (VDC- en anglais) de Daud à réagir.

Un projet communautaire d'eau potable, d'Education à la santé/Hygiène et à l'Assainissement (EHA) avait commencé ses activités un mois plus tôt, en septembre 2005, avec l'appui d'Eau pour la Santé du Népal (NEWAH) et le soutien financier du DFID. Depuis la tragédie, les membres de la communauté sont très intéressés lorsque le personnel du projet rend visite à chaque ménage, pour souligner l'importance des latrines et promouvoir l'éducation à l'hygiène.

La mère de Kamala affirme que la mort de sa fille constitue une leçon pour chacun. Elle défend activement le projet. « Les latrines sont quelque chose dont vous ne pouvez pas vous passer, tout comme une cuisine ou un endroit où dormir. » Des toilettes ont été construites au village, afin de préserver l'intimité des femmes. « Nous femmes, avons travaillé pour l'aboutissement de ce projet d'Education à Hygiène et à l'Assainissement (EHA) et il nous donne satisfaction », annonce-t-elle.

Bien que cela soit la première tragédie du genre, la santé des personnes était gravement affectée par l'absence de latrines et la diarrhée était un lot commun. A présent, tous les résidents de Ghogatal ont commencé à utiliser les latrines.

Keshar Bahadur Saud, président du Comité des Consommateurs, a expliqué que les cours d'éducation à la santé /hygiène couvrent 18 matières telles que les maladies contractées en utilisant l'eau non potable, le manque d'hygiène, etc.

Les avantages de l'utilisation des latrines

Les résidents de Ghogatal ont vraiment commencé à comprendre les avantages de l'utilisation des latrines, seulement après en avoir construit et utilisé. Parmi les changements suivants ont été noté :

- aller aux toilettes est beaucoup plus aisé pour les femmes enceintes, les enfants et les vieux ;
- l'environnement est plus sain - il n'y a aucune fèces aux alentours ;
- les maladies se répandent moins facilement ;

- les femmes ont été soulagées de ne plus avoir à se retenir jusqu'au coucher du soleil, à cause de la gêne ou de faire leurs besoins en plein air dans la journée ;
- la crainte des morsures de serpent, des piqûres de scorpion et d'attaques d'animaux a été réduite.

Impact dans les communautés voisines

Des améliorations ont été observées au niveau de la propreté et de l'hygiène des populations dans la communauté de Ghogatal, indique un technicien social du NEWAH, Narayan Subedi. Après avoir pris connaissance de l'histoire de Kamala dans 'Jagaaran', le journal publié par l'Office Régional Occidental du NEWAH, les résidents des communautés voisines de Sirma, Daina et Sapra ont également réalisé les avantages à disposer de latrines.

Labahari Budhathoki / Tekendra Bhatta, NEWAH, PO Box 4231, Baluwatar, Kathmandu, Nepal, tel : 977 1 417603, 418248, fax : 977 1 414099, Site Web : [www.msnepal.org/partners/]

Des lions et des crocodiles tuent au Kenya

Le bulletin électronique hebdomadaire Source Weekly de l'IRC a précédemment attiré l'attention des populations sur les dangers liés à l'attaque des animaux dans les communautés sans infrastructures proches d'eau et d'assainissement. Des lions et des crocodiles ont tué des femmes, des hommes et des enfants partis chercher de l'eau au Kenya. « Les femmes se réveillent à six heures du matin et parcourent plus de 20 kilomètres pour arriver aux points d'eau. Elles y rencontrent les lions qui cherchent également à s'abreuver », raconte Nalangu Taki, responsable du groupe de Paysannes d'Encholla, Narok, au sud-ouest du Kenya. Elle a expliqué à IPS qu'au cours des deux dernières années à Narok, quatre femmes, un homme et un garçon sont morts suite à des attaques de lions, alors qu'ils étaient allés chercher de l'eau. Taki a invité le gouvernement à installer des points d'eau plus près des maisons de Narok, plutôt que de tuer les lions. Elle s'exprimait ainsi à la Conférence Nationale sur l'Équité et la Croissance tenue à Nairobi en mai 2006.

En 2005, nous avons rapporté que des résidents du district de Mwingi, qui puisent l'eau du fleuve Tana, avaient subi des attaques de crocodiles, alors qu'ils abreuvaient leurs animaux et arrosaient leurs légumes. [www.irc.nl/page/26918]

Genre et gestion sociale de l'eau dans le bassin fluvial de Custepec, Chiapas, Mexique

« Nous avons acquis le pouvoir et la sécurité et la conscience des femmes s'est élevée. Nous nous sommes rendu compte de nos droits ; en tant que femmes, nous avons le droit de sortir de la maison. Maintenant, nous participons et nous pouvons décider ; avant nous ne participions pas activement aux réunions ».

C'est ainsi que s'exprimait Deililia Ramírez, une paysanne sur certains des avantages d'un projet de bassin fluvial de Custepec, dans la région centrale de Chiapas au Mexique.

En 2005, le Programme d'Appui aux Femmes des ONG a lancé un projet qui vise à intégrer l'approche Genre dans la gestion sociale des ressources en eau. Le but est de contribuer à une réduction des inégalités entre hommes et femmes au niveau de l'accès et du contrôle des ressources en eau et de la terre et dans la répartition des bénéfices induits par leur utilisation. Les fonctionnaires de la Commission Nationale de l'Eau (CONAGUA – en espagnol) de la région frontalière méridionale soutiennent le projet.

Introduction du Secrétariat

Tout d'abord, nous souhaitons la bienvenue à tous les lecteurs de Source. Par ailleurs, nous espérons que vous accueillerez favorablement les pages de l'Alliance Genre et Eau (GWA) dans votre bulletin. Nos articles porteront sur des situations réelles, relatives à l'eau et au Genre. Nous souhaiterions recevoir votre feedback et vos demandes sur des questions particulières.

Ensuite, puisque le travail que nous effectuons dans le monde entier s'accroît, nous souhaitons sincèrement la bienvenue aux nouveaux membres (hommes et femmes), ayant une expertise technique particulière sur l'eau, de préférence combinée avec une compréhension et une expérience en Genre ou inversement.

Troisièmement, notre site web en anglais [www.genderandwater.org] a été beaucoup amélioré et vaut la peine d'être visité. En plus d'un bon nombre d'outils Genre et eau, vous y trouverez un formulaire pour adhérer à notre réseau et des liens vers les sites web en espagnol, portugais et arabe. Le site en français fera également bientôt l'objet d'une mise à jour.

J'espère que suite à nos contacts, les programmes d'eau seront de plus en plus aptes à fournir plus d'eau de meilleure qualité aux femmes, aux enfants et aux hommes pauvres.

Joke Muylwijk

Le travail invisible des femmes

Les stéréotypes et la législation sur les droits de propriété foncière et de l'eau ignorent le rôle joué par les femmes comme producteurs, car la plupart des titres de propriété foncière sont enregistrés au nom des hommes. L'irrigation est au plan culturel, considérée comme le travail des hommes, quoique les femmes en fassent, en particulier en raison de la migration croissante des hommes. Pour toutes ces raisons, le travail des femmes dans l'agriculture est devenu invisible et elles ne sont pas reconnues comme des producteurs. Par conséquent, les paysannes sont exclues des organes de prise de décision et rencontrent des difficultés pour accéder aux services financiers et à la formation. Cette situation est à la base de l'accroissement de la discrimination à l'encontre des femmes, donc de leur vulnérabilité.

Pour y remédier, le projet fait la promotion de la participation accrue des paysannes dans la gestion des ressources naturelles, en renforçant leurs capacités et compétences à promouvoir et à défendre leurs droits économiques, sociaux et politiques. Des propositions ont été faites pour que les gouvernements intègrent l'approche Genre dans les programmes en rapport avec la gestion intégrée des bassins fluviaux qu'ils pilotent.

Une série d'activités a été réalisée :

- un diagnostic socio-environnemental participatif a permis l'analyse des facteurs qui empêchent la participation équitable des femmes à l'utilisation et la gestion de l'eau et de la terre. A partir des résultats, des demandes et des propositions visant à intégrer la gestion équitable des ressources naturelles dans les agendas des autorités communales et municipales ont été formulées ;
- les groupes de femmes ont été formés en leadership et en négociation, afin de renforcer leurs capacités, soutenir leur autonomie organisationnelle et augmenter leur capacité de négociation au sein de la famille et de la communauté ;
- le personnel technique et celui du département Genre de CONAGUA ont été plus sensibilisés sur les questions de Genre ;
- des stratégies ont été élaborées et des recommandations faites pour promouvoir l'équité de Genre dans l'Association locale des usagers de l'eau et le Comité de bassin fluvial et créer un espace pour le changement des décisions dans la gestion des ressources en eau.

Réunion de négociation

Dans ce contexte, 70 paysannes appartenant à six communautés ont participé à une réunion de négociation avec des employés de la CONAGUA, des autorités locales et l'association des usagers de l'eau d'irrigation. Les femmes ont expliqué les problèmes qu'elles rencontrent pour assurer la qualité et une quantité suffisante d'eau et ont soumis les demandes et les propositions qu'elles ont

élaboré. Des accords tripartites ont été passés pour inclure leurs besoins et leurs intérêts dans les plans de travail des agences de prise de décision et pour accroître leur participation équitable dans ces arènes politiques.

La recherche se passe en ce moment sur l'impact des réformes dans le secteur de l'eau et le secteur agricole, sur les droits de propriété des femmes sur les ressources en eau et la terre.

Pour plus d'information : Laura E. Ruiz M. (lauraerm@prodigy.net.mx), GWA, México, Calle Indigenista 22, C.P. 29210, San Cristóbal de Las Casas, Chiapas, México



L'œuvre de l'Alliance Genre et Eau

Le genre traite des différences entre les femmes et les hommes, de leurs relations, de la division (habituellement inégale) du travail, de leurs différentes responsabilités, capacités et droits. Le genre influence et renforce les différences d'âge, les différences ethniques, socio-économiques, de pouvoir et autres. Mais le genre demeure un concept complexe pour beaucoup de gens. Souvent, le travail et les attributs des hommes sont plus valorisés que ceux des femmes : les hommes prennent souvent des décisions importantes, tandis que les femmes effectuent en réalité la plus grande partie du travail.

Dans la relation à l'eau, il est évident que les femmes transportent beaucoup d'eau pour le ménage, leurs animaux et leurs cultures. De telles tâches sont perçues comme étant de faible valeur sociale. Cependant, ces relations inégales de Genre sont souvent considérées comme normales. On nous dit que cette répartition des droits et des responsabilités est normale, qu'il en a toujours été ainsi et qu'il en sera toujours ainsi, ignorant le fait que la seule chose qui est constante est le changement. Les sociétés changent et nos valeurs avec.

Il n'y a aucune raison naturelle et biologique pour laquelle les femmes devraient puiser l'eau, pendant que les hommes se forment comme ingénieurs hydrauliciens. Aujourd'hui, il est heureux de voir un bon nombre de femmes s'engager dans l'enseignement technique à divers niveaux. Néanmoins, la tâche vers l'égalité des femmes demeure une rude bataille. Au plan historique, le monde de l'eau a été dominé par les hommes : la plupart du temps, sont plus instruits que les femmes, siègent dans les organes locaux, nationaux et internationaux de prise de décision qui structurent nos systèmes d'irrigation, d'approvisionnement en eau et d'assainissement. On se rend de plus en plus compte que les femmes ont beaucoup à offrir à ces organes et au niveau de la prise de décision, en particulier parce qu'elles sont en contact très étroit avec l'eau sur le terrain.

C'est pourquoi, le GWA veut s'assurer que les voix des femmes pauvres, des enfants et des hommes sont toutes entendues dans la planification et la mise en œuvre des politiques et des systèmes de gestion de l'eau.

Depuis sa création en 2000, le GWA a fait de grands pas. Nous travaillons vers une prise de conscience croissante

sur l'importance de l'intégration du Genre dans le monde de l'eau, pour une gestion plus efficace et plus efficace de l'eau, pour des améliorations plus durables et pour l'égalité entre les différentes catégories de personnes. La domination masculine était considérée comme naturellement acquise par beaucoup de décideurs. Grâce à l'action de nos membres, tant les individus que les organisations, à nos sessions sur le Genre lors des réunions internationales telles que les Forums Mondiaux de l'Eau et les Semaines Internationales de l'Eau et à notre présence dans de nombreux organes internationaux, nous contribuons à faire entendre les voix des femmes et des hommes pauvres. Nous sommes en dialogue permanent avec les femmes et les groupes vulnérables, pour nous assurer que leurs besoins sont compris à travers notre travail de partenariat, comme avec UN Habitat au sein du Lake Victoria Water et dans le cadre du programme « eau pour les villes africaines ». Nous devons travailler dur pour maximiser notre impact, parce que le monde a besoin de la contribution de chaque femme et de chaque homme dans le monde de l'eau. Nous comptons sur votre appui et votre compréhension.

Ethnè Davey, Président du GWA

Etant donné que le courrier électronique est un des principaux moyens de communication entre l'Alliance Genre et Eau (GWA) et ses membres, nous vous demandons de bien vouloir nous informer de tout changement d'adresse électronique. Nous vous prions de nous faire parvenir votre adresse électronique correcte au secrétariat de l'Alliance Genre et Eau [secretariat@gwalliance.org].

GWA, B.P. Box 114, 6950 AC Dieren, Pays-Bas

Tel/fax: +31 313 427230,
courriel: secretariat@gwalliance.org,
GWA editeur : Esther de Jong, e-mail:
estherdejong@gwalliance.org,
site web : <http://www.genderandwater.org>

Nouveau programme : Politique et Pratique de l'apprentissage inspirées par la recherche en Éthiopie et dans la région du Nil (RiPPLE)

L'IRC va jouer un rôle actif dans un nouveau programme quinquennal de recherche dénommé RiPPLE, destiné à faire avancer l'apprentissage basé sur le financement de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement et la pérennité, pour améliorer l'équité d'accès en faveur des pauvres.

Le département de la recherche du DFID investit 3,82 millions de livres sterling (5,65 millions d'euros) dans "la Politique et la Pratique de l'apprentissage inspirées par la recherche en Éthiopie et dans la région du Nil" (RiPPLE) du 1er juillet 2006 au 30 juin 2011. Le partenaire principal du programme est l'Institut de Développement Outre-mer (ODI), les autres sont : WaterAid/Éthiopie et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) de l'Université d'Addis Abeba.

RiPPLE vise à analyser comment un meilleur financement va aider à fournir de l'eau potable aux personnes défavorisées et renforcer la sécurité et les opportunités de croissance pour les populations pauvres en Éthiopie et dans la région du Nil.

Le programme sera exécuté dans six districts (woredas) de trois régions d'Éthiopie (Oromiya, SNNPR et Beni-Shangul-Gumuz). Le directeur du consortium est Alan Nicol de l'ODI, qui dirigera un bureau RiPPLE à Addis Abéba, hébergé par WaterAid/Éthiopie. Des bureaux secondaires RiPPLE seront également installés dans les trois régions et les 6 « woredas ».

Au cours des 5 années à venir, l'IRC va affecter au moins une personne à temps plein au RiPPLE. Pour la seule phase

de démarrage, entre 130 à 140 jours de travail ont été assignés au personnel de l'IRC.

Principales composantes

Les principales composantes de RiPPLE sont :

- l'établissement des Alliances de Pratique et d'Apprentissage (LPAs) dans six districts et trois régions, avec une au niveau national ;
- la réalisation de six études Longitudinales de Recherche Action (LARs), qui vont alimenter la thématique RiPPLE ;
- le renforcement des capacités au profit des participants LPA et autres.

RiPPLE prévoit également apporter son appui à l'Université et au Ministère des Ressources en eau, afin de développer des fonctions de centre de ressources qui participeront à soutenir l'apprentissage dans le secteur en Éthiopie.

Le programme va contribuer à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement, en apportant de nouvelles connaissances et capacités, pour améliorer les approches de financement du secteur, ainsi que les mécanismes de ciblage et identifier des dispositifs plus efficaces de gouvernance et des technologies viables. Le consortium va développer un nouveau cadre de politique et des connaissances pertinentes à travers la mise en place des LPAs. RiPPLE va aussi nouer des relations avec les réseaux et les partenariats au sein des autres pays de la région du Nil. Un des objectifs principaux sera la diffusion des résultats au profit des décideurs, des ONG et des autres organisations. [www.odi.org.uk/wpp/index.html].



L'IRC est désormais une Fondation autonome

L'IRC est devenu une fondation autonome, achevant ainsi un long voyage vers l'indépendance organisationnelle. Le 19 octobre 2006, l'IRC a célébré l'aboutissement réussi du processus d'autonomie améliorée et la mise en place d'une nouvelle structure de gouvernance sous la forme d'une Fondation, avec un conseil de directeurs (Raad van Toezicht – en néerlandais).

Depuis 1979, date à laquelle il a été établi comme fondation, l'IRC a entretenu un lien statutaire avec le ministère hollandais du Logement, de la Planification Spatiale et de l'Environnement (VROM). Ce lien se base sur un texte qui précise le rôle et la position de l'IRC. Il y a environ 10 ans, le processus a commencé à donner à l'IRC

un statut autonome, dans le cadre de la politique officielle du gouvernement. Cependant, une longue et méticuleuse démarche a été suivie au niveau du parlement pour aboutir au cours de l'été 2006 au succès actuel.

Avec les récents concepts de bonne gouvernance pour les organisations non lucratives, il a été décidé de mettre en place un conseil de directeurs, au lieu d'un Conseil de direction comme organe dirigeant suprême ; cette étape a été réalisée il y a quelques semaines. Dans la pratique, le Comité a, à un certain niveau, un rôle de supervision sur les opérations quotidiennes, alors que la responsabilité opérationnelle revient au directeur. La composition du Comité demeure la même.



Extension du Projet d'Amélioration des Services Urbains de Base à Bobo-Dioulasso

Le Projet d'Amélioration des Services Urbains de Base (PASUB) de la ville de Bobo-Dioulasso (Burkina Faso) a clôturé la phase pilote de son exécution le 20 octobre 2006. A cette occasion, le Centre Régional pour l'Eau Potable et l'Assainissement à faible coût (CREPA) a signé avec la mairie de la ville de Bobo-Dioulasso (Burkina Faso) une convention d'appui pour amorcer la phase d'extension du projet.

D'ores et déjà, le décaissement de 20 millions de francs CFA (30 490 euros) permettra d'assurer la poursuite des activités du projet pour l'année 2006. Le projet d'extension qui vise toute la commune à l'horizon 2010, concerne pour l'heure quatre secteurs de la ville et s'inscrit dans la phase d'ancrage et de dissémination du PASUB, dans le cadre de la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et participe de la recherche de solutions de proximité, accessibles aux problèmes d'eau et d'assainissement des populations. Il se base sur leur nécessaire participation aux activités et leur appropriation des programmes de développement de la commune.

Mis en place en février 2004, la phase pilote exécutée dans le secteur 21 de la ville, a permis : le curage de 11 000 mètres linéaires de caniveau, la mise à disposition des familles d'une centaine de lavoirs-puisards, la distribution de 200 poubelles à ordures, l'octroi de prêts

de 7 millions de francs CFA (10 670 euros) aux populations pour des branchements au réseau d'eau potable. Des actions de sensibilisation sur la problématique eau et assainissement ont été également menées, ainsi qu'un programme d'éducation environnementale et sanitaire dans, SITEC, opérant dans l'huilerie et la savonnerie a subventionné l'achat des fûts qui ont servi à la confection des poubelles. Pour la phase d'extension, déjà la SAPHYTO, société spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits phytosanitaires, a offert 300 fûts en plastique, pour servir de poubelles aux ménages de la ville.

La phase pilote du PASUB a été réalisée grâce à l'appui technique du CREPA et de l'Office National de l'Eau et de l'assainissement (ONEA), l'appui institutionnel des ministères chargés de l'Habitat et de l'Environnement et l'appui financier de l'ONU Habitat. La mobilisation communautaire et l'engagement des autorités communales contribuent à son succès.

Marie Kangambega (mqenum@yahoo.fr)

Pour toute information complémentaire : Halidou Koanda (koanda_halidou@yahoo.fr), (koanda.halidou@fasonet.bf), coordonnateur du PASUB pour le Centre Régional pour l'Eau Potable et l'assainissement à faible coût (CREPA), 03 BP 7112 Ouagadougou 03, Burkina Faso, tél. : + 226 50 36 62 10 / 11, fax : + 226 50 36 62 08, courriel: crepa2@fasonet.bf; site web : [www.reseaucrepa.org]

Lancement du programme d'assainissement écologique des quartiers périphériques de Ouagadougou

Le programme d'assainissement écologique des quartiers périphériques de Ouagadougou a été lancé le 7 novembre 2006 à Ouagadougou. « Nos excréta ne sont pas des déchets, mais plutôt des ressources ! » Le programme d'assainissement écologique des quartiers périphériques de Ouagadougou pourrait se résumer à ce slogan. Le programme a pour objectif général de faciliter l'accès des populations de ces quartiers à des systèmes d'assainissement durables, sains, écologiques et abordables qui protègent la santé humaine et contribuent aussi à la sécurité alimentaire, à la protection des ressources naturelles et au renforcement des petites et moyennes entreprises. Il consistera à utiliser les urines et fèces séparés et hygiénisés pour la valorisation des sols en agriculture.

D'un montant de 970 millions de francs CFA (environ 1,4 millions d'euros), il est financé à 75 % par le 9ème Fonds européen de développement (FED), dans le cadre de la Facilité eau d'UE-ACP. Les autres partenaires financiers du CREPA dans ce programme sont la Coopération Technique Allemande (GTZ) et l'Office national de l'eau et de l'assainissement (ONEA).

Le programme est bâti autour de trois principes : l'utilisation de l'assainissement écologique appelé

Ecosan basé sur la séparation des urines et des excréta, en vue d'une hygiénisation rapide pour une réutilisation en agriculture comme fertilisants ; l'approche de l'Assainissement Environnemental Centré sur le Ménage (AECM), qui envisage de trouver des solutions aux problèmes d'assainissement au niveau le plus proche des ménages et prône une réelle implication des populations pauvres dans la prise de décisions y relatives ; l'intégration et l'implication importantes du secteur privé dans la construction et l'entretien des systèmes d'assainissement.

Quatre quartiers sont pour le moment concernés. Le programme soutenu par le maire de la ville de Ouagadougou et le ministre chargé de l'agriculture devrait dans un premier temps toucher 300 000 habitants vivants dans des quartiers périphériques défavorisés de la ville de Ouagadougou. En outre, une vingtaine d'entrepreneurs du secteur privé seront formés et/ou verront leurs connaissances en Ecosan renforcées. Ils seront chargés de livrer les produits Ecosan aux maraîchers. On estime à 1000 le nombre de maraîchers qui utiliseront les produits Ecosan comme fertilisants.

Marie Kangambega (mqenum@yahoo.fr)

Pour de plus amples informations contacter : Anselme Vodouhounsi du CREPA

Bientôt une rue du CREPA à Bobo-Dioulasso

Le maire de la ville de Bobo-Dioulasso a annoncé qu'une rue sera bientôt baptisée au nom du Centre Régional de l'Eau Potable et l'Assainissement à faible coût (CREPA). C'était à l'occasion de la signature le 20 octobre 2006 de la convention entre les deux parties, pour l'extension du Projet d'Amélioration des Services Urbains de Base

(PASUB) dont la phase pilote vient de s'achever. Le maire, M. Salia Sanou entend, à travers ce geste symbolique, manifester sa reconnaissance à l'institution sous régionale pour sa contribution à la résolution des problèmes d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement dans cette ville.

Evenements et Publications

Stages de formation

Promotion de l'hygiène : planification et gestion pour un changement de comportement, 5 - 16 mars 2007, Bamako, Mali.

Organisations : Centre Régional pour l'Eau Potable et l'Assainissement à faible coût (CREPA), en collaboration avec le Centre International de l'Eau et de l'assainissement (IRC), l'OMS et l'UNICEF.

Cette session est destinée aux ingénieurs et techniciens sanitaires, aux responsables de planification et de gestion des programmes intégrant les volets eau et assainissement et aux sociologues.

Elle se fixe comme objectifs de : renforcer les capacités des participants dans la planification, la mise en œuvre et la gestion des activités relatives à la promotion de l'hygiène ; améliorer les connaissances relatives aux aspects clés de l'hygiène individuelle et environnementale ; introduire des concepts et des instruments susceptibles de favoriser une approche participative dans la conduite et l'animation des activités d'hygiène.

Responsable de formation : Coura Bassole NDoye, Responsables pédagogiques : Léocadie Bouda du CREPA.

Publications CREPA

Le réseau CREPA a publié six études de cas. Ces publications constituent des instruments de capitalisation des activités du réseau CREPA. Il s'agit de :

- Promotion de l'hygiène en milieu scolaire et communautaire en Afrique de l'Ouest : leçons apprises des expériences du CREPA ;
- Promotion des postes d'eau potable et des lave-mains à l'école : l'exemple de la ville de Lomé au Togo ;
- Gestion saine des eaux usées ménagères : l'exemple d'un quartier lagunaire de Lomé au Togo ;
- Approche intégrée en hygiène et assainissement individuel : l'exemple des quartiers Gah Maro et Gourou de Nikki au Bénin ;
- Projet pilote de gestion des boues de vidange : l'exemple de la commune de «Sam Notaire» à Dakar au Sénégal ;
- Gestion des boues de vidange pour l'utilisation agricole : l'exemple de la ville de Cotonou au Bénin.



Le réseau CREPA vient de publier une boîte à outils sur l'Assainissement écologique constitué des titres suivants :

1. Volet social : ECOSAN pour le changement de comportements.

- Ce document comprend :
- des guides d'entretiens avec différents intervenants ;
 - une forme de collaboration entre spécialistes ;

- des outils de sensibilisation,
- la perception des bénéficiaires sur les ouvrages et les produits.

2. Volet technique : les ouvrages ECOSAN.

- Ce titre se penche sur :
- options technologiques ;
 - comparaison latrine VIP/latrine ECOSAN.

3. Volet hygiène / santé : connaître et prévenir les risques sanitaires.

- Les domaines suivants sont abordés :
- assainissement écologique « ECOSAN » ;
 - micro-organismes et organismes responsables des risques sanitaires ;
 - précautions hygiéniques par les usagers et les manipulateurs des produits.

4. Volet agronomie : utilisation des produits dérivés de l'assainissement écologique en agriculture.

- Thèmes abordés :
- fertilisation avec les urines et fèces ;
 - choix du type de culture ;
 - dosage et norme d'engrais ;
 - préparation du sol, application d'engrais, arrosage, stockage, récolte, etc.

Pour toute information complémentaire de Stages de formation et publications de CREPA : Centre Régional pour l'Eau Potable et l'assainissement à faible coût (CREPA), 03 BP 7112 Ouagadougou 03, Burkina Faso, tél. : + 226 50 36 62 10 / 11, fax : + 226 50 36 62 08, courriel : crepa2@fasonet.bf; site web : www.reseaucrepa.org

Sources Nouvelles Edition Spéciale est publié tous les 3 mois par l'IRC (Centre International de l'Eau et de l'Assainissement) en collaboration avec le Centre Régional pour l'Eau Potable et l'Assainissement à faible coût (CREPA) et l'association H2O Paris. Sources Nouvelles - Edition Spéciale existe en format papier et en format électronique.

Coordinateur/Editeur : Caridad Machín Camacho (camacho@irc.nl)
Contributeurs : Marie Quenum, Cyril Amegnran et Kabou Kadio et Regina Ouattara (nouvellesource@yahoo.fr) ; Esther de Jong (estherdejong@gwalliance.org) ; Dick de Jong (jong@irc.nl) ; Cor Dietvorst (dietvorst@irc.nl).

IRC International Water and Sanitation Centre
P.O. Box 2869, 2601 CW Delft, Pays-Bas
Tél. : +31(0)15 2192939, fax : +31(0)15 2190955,
courriel : general@irc.nl, site web : www.irc.nl

Vous pouvez vous abonner à Sources Nouvelles édition électronique (et simultanément à Sources Nouvelles - Edition Spéciale) sur la page Web de Sources Nouvelles :

www.irc.nl/source/lgfr/index.php ou bien en envoyant un courriel à l'adresse suivante :

sources-nouvelles-request@smtp.antenna.nl avec en titre 'subscribe' et dans le corps du message : 'end'